

J'aurais encore plusieurs choses à dire, mais je crois qu'il nous sera assez difficile d'appuyer ce bill. Nous sommes aussi convaincus que . . .

M. l'Orateur suppléant (M. Laniel): A l'ordre. Je regrette d'avoir à interrompre l'honorable député, mais son temps de parole est écoulé.

[Traduction]

M. Arnold Peters (Timiskaming): Monsieur l'Orateur, une des difficultés que pose ce projet de loi destiné à accéder aux besoins sociaux et nationaux des Canadiens est que son application relève du ministère de l'Industrie et du Commerce. Je sais que le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) s'intéresse à l'économique. De fait, il est spécialiste dans ce domaine. Il connaît fort bien aussi les termes utilisés par ses fonctionnaires et le vocabulaire des économistes modernes dans le domaine du commerce et de la finance. Il devrait donc être disposé à accepter les propositions du député qui m'a précédé au lieu des dispositions du projet de loi.

Si le gouvernement décidait d'accorder des prêts aux compagnies canadiennes à un faible taux d'intérêt, nous réglerions probablement le problème des succursales d'usines américaines au Canada. Toutefois, je ne comprends pas suffisamment la question pour savoir si on accomplirait alors ce que souhaitent notre parti ainsi que la population canadienne.

En présentant ce bill, qui n'offre qu'un substitut d'un mécanisme de surveillance majeur destiné à faire disparaître le grave problème qui se pose à l'heure actuelle, le ministre a trouvé cette médiocre solution économique. Ce qui me tracasse, c'est que les conservateurs ne prennent pas part au débat, car, dans leurs rangs, ils comptent une des seules victimes de l'intervention gouvernementale dans les prises de possession par les étrangers. Je veux parler de M. Roman qui a été touché par le contrôle économique appliqué par le gouvernement dans l'affaire de la Denison Mines. M. Roman a décidé de se porter candidat conservateur. Je suis étonné qu'aucun de ceux qui pourraient être ses collègues ne soit disposé à signaler que le bill à l'étude ne fait que légaliser ce qui a été interdit à M. Roman par un décret du conseil à caractère rétroactif, tout en lui accordant une petite compensation pour doré la pilule.

Je suis donc bien étonné que les conservateurs ne participent pas au débat sur ce bill. Au cours des ans, le jugement de M. Roman en matière économique a été très sûr. Toutefois, il a dû être mal informé ou il est dépourvu de jugement politique. S'il cherche des amis, il ne les trouvera pas au sein du parti conservateur.

Je ne peux citer que deux exceptions: M. Roman et la Home Oil. Des gens comme M. Roman et tous les autres sorciers économiques du pays ont pu édifier des sociétés à partir de rien et accéder à une place de premier plan avec de l'argent emprunté aux banques canadiennes dans lesquelles des Canadiens avaient placé leurs économies. M. Roman devrait faire partie du parti libéral. Je lui conseille de réfléchir soigneusement à sa candidature, car ses amis font manifestement partie du parti libéral.

Des membres de mon parti ont fait remarquer que nos intérêts sont très vastes dans ce bill sur la mainmise étrangère. Nous sommes touchés dans de nombreux domaines autres que l'économie. Nous pensions que le public canadien y est intéressé pour d'autres raisons. Les manuels scolaires sont très importants pour le développement d'une nation. Quand j'étais jeune, j'ai appris comment Laura Secord, s'agrippant à la queue d'une vache,

[M. Latulippe.]

rentra chez elle en franchissant les lignes ennemies. C'était une bien meilleure histoire que celle qu'on raconte maintenant au sujet de la glorieuse bannière étoilée et de la façon dont elle a toujours résisté, et de Dieu qui est du côté du soldat américain, quelle que soit la bataille. En tout cas, ces histoires constituent les éléments qui permettent de construire une nation et qui, en fin de compte, lui permettant de prendre fait et cause pour quelque chose qu'elle et que moi-même considérons comme digne d'intérêt, la réalité canadienne, la réalité d'une nation qui s'étend d'Est en Ouest et du Nord au Sud.

• (2100)

Nous aurions dû être extrêmement désolés lorsque nous avons perdu nos principales sociétés d'édition, mais il n'en fut rien. Le gouvernement d'ici n'a pris aucune position. Le gouvernement de Toronto n'a pris aucune position. Les seuls cas où ils prennent position, c'est lorsque l'économie est touchée. Certains demanderont: et l'industrie de l'uranium? Monsieur l'Orateur, nos gouvernements n'étaient pas intéressés à sauvegarder cette industrie dans l'intérêt du Canada.

Nous avons permis la fabrication du napalm, des produits servant à la guerre bactériologique, et de produits chimiques destructeurs qui ont été employés au Vietnam. Tout le monde est au courant. Aussi, on ne se préoccupait pas d'un mauvais usage éventuel de l'uranium. On se préoccupait de garder le contrôle sur l'uranium, car toute une industrie canadienne, grâce au réacteur atomique CANDU, est fondée sur l'uranium, et si les Américains devaient contrôler cet uranium, il s'ensuivrait qu'au lieu de pouvoir employer la méthode de l'eau lourde pour produire l'énergie atomique et, de là, l'énergie électrique, nous serions obligés d'employer de l'uranium enrichi et de suivre les mêmes méthodes que les autres pays.

Notre gouvernement ne s'intéresse qu'à l'économie. Je ne vais pas aussi loin que le député d'Essex-Windsor (M. Whelan) qui déclare que tous les économistes sont fous; je pense simplement que la plupart d'entre eux le sont. Il y a deux minutes, nous avons entendu un député très érudit parler d'économie pure. Je crois qu'une personne qui décrit la situation dans un pays en termes d'économie pure et de profits et pertes, passe tout à fait à côté de l'essentiel. Qu'une entreprise soit gérée d'une façon économique par un Canadien n'a en fait rien de mieux que si elle est gérée de façon économique par un étranger. Outre les avantages économiques, il faut tenir compte de l'intérêt national dans son ensemble. Je crois que l'avantage social et l'avantage culturel, sont des éléments presque aussi importants que la réussite de l'entreprise. Ils le sont peut-être davantage.

Dans le passé, nous avons souvent prétexté des avantages économiques pour justifier des décisions relatives à notre développement. Les entrepreneurs, les capitalistes inspirés du principe rigoriste que les Canadiens ont adopté pendant tant d'années à savoir que le travail, tout travail est bon. Le travail étant bon, disaient-ils, il devrait être rémunéré au taux le plus élevé possible et ainsi il devrait en être pour tout. Par ce raisonnement, ils en arrivèrent à la conclusion que, quelle que soit l'action, si elle produit de l'argent, c'est une réussite. C'était également une chose édifiante et une bonne chose. Le vieux dicton, dans la bande illustrée Li'l Abner, que ce qui est bon pour le général Bullmoose, ou la General Motors, est bon pour la nation ne constitue pas un bon principe.

J'ai eu l'occasion cette semaine de voir un bon nombre de jeunes gens que l'idéal travail-argent-succès n'intéres-